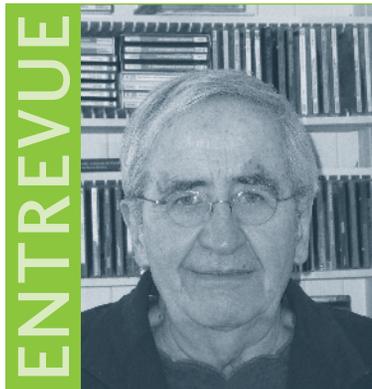


LE GOUT DE L'ÉCOLE CHEZ TOUS

Propos recueillis par Stéphanie CARLE, rédactrice en chef de *Pédagogie collégiale*



Titulaire de deux baccalauréats, l'un en droit et l'autre en éducation, d'une licence en orientation scolaire (Université Laval) et d'un doctorat en sociologie (La Sorbonne), Antoine BABY a toujours œuvré en éducation. Il est retraité de la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval, dont il est professeur émérite depuis 1999. Il a cofondé le Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire (CRIRES) et le Centre de transfert sur la réussite éducative du Québec (CTREQ), dont il est membre honoraire. Il est aussi le premier titulaire du Mérite syndical de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ).

Antoine Baby est l'auteur de plus d'une quarantaine de contributions parues dans des ouvrages créés en collaboration ainsi que de plusieurs lettres publiées dans les journaux et portant sur des questions d'éducation. Son plus récent ouvrage, *Qui a eu cette idée folle ? Essais sur l'éducation scolaire*, publié par les Presses de l'Université du Québec en 2013, a servi de point de départ pour cette entrevue.

PÉDAGOGIE COLLÉGIALE:

De votre point de vue de sociologue de l'éducation, que signifie pour vous, en 2014, l'accessibilité aux études ?

ANTOINE BABY:

L'accessibilité aux études est une notion qui a considérablement évolué depuis le rapport Parent des années 1960. À l'époque, alors que la scolarisation avancée n'était réservée qu'à une élite sociale et économique, on a voulu ouvrir les portes de l'école au plus grand nombre et faciliter l'accès aux études, objectif qui, par la suite, a été atteint. Aujourd'hui, la démocratisation de l'éducation est dans l'ensemble bien réalisée. On a élevé de façon significative les taux de scolarisation et il est de plus en plus rare de ne pas pouvoir accéder aux études au-delà du secondaire.

En 1960, il était tellement inhabituel qu'un jeune poursuive au-delà de la 9^e année qu'on se demandait pourquoi il persévérerait, quels étaient les facteurs positifs associés à la persévérance. En 2014, l'accessibilité prend un sens différent. Aujourd'hui, on cherche plutôt à savoir pourquoi les étudiants ne persévèrent pas ! En fait, l'accessibilité, comme telle, et l'école pour tous, pour moi, c'est réglé. Ce qu'il faut viser maintenant pour atteindre une meilleure scolarisation, c'est la persévérance aux études. Quelque chose comme le « rapport Parent, prise 2 », qui viserait à développer le goût de l'école chez tous. Je veux dire par là que l'on doit chercher à implanter chez le plus de personnes possible une disposition d'esprit — probablement ce que Bourdieu aurait appelé un « habitus » — favorisant la persévérance scolaire. Le nouvel idéal à atteindre, en 2014,

serait donc d'œuvrer pour que tous partagent les valeurs associées à la persévérance scolaire et au goût d'apprendre tout au long de la vie, et ce, dans toutes les couches de la société.

Divers facteurs d'ordre psychopédagogique peuvent empêcher l'accomplissement de cet idéal, mais ce qui le freine le plus, à mon avis, ce sont les inégalités sociales. Ce n'est pas par mauvaise volonté que certaines familles n'arrivent pas à soutenir la carrière scolaire de leurs enfants ; c'est plutôt par manque de ressources. Les familles caractérisées par la monoparentalité, le chômage, le manque d'argent n'ont pas toujours les moyens financiers pour bien soutenir le cheminement scolaire de leurs enfants et, de ce fait, ne partagent pas facilement les valeurs associées à une scolarisation optimale.

Dans le cas des familles de classe moyenne, c'est autre chose. Certains parents, trop accaparés par leurs propres plans de carrière, se désintéressent du parcours scolaire de leurs enfants et se délestent sur l'école de leurs responsabilités en matière d'éducation, ayant même souvent une attitude agressive à son endroit. Cela peut avoir pour effet de transmettre aux enfants une image très négative du cadre institutionnel des apprentissages essentiels et de l'éducation ; cela peut contribuer à diminuer aux yeux des jeunes l'attrait de l'apprentissage comme un outil de développement personnel tout au long de la vie.

Dans les milieux défavorisés, entrer à l'école, pour un enfant de 6 ans, peut être considéré aussi comme une « émigration », c'est-à-dire comme une situation impliquant de passer d'une société à une autre, de s'intégrer et de s'adapter à un autre milieu, à de nouvelles valeurs. Quand les différences entre la société d'origine, la famille et la société d'accueil, l'école, sont



trop grandes, ça peut avoir un impact négatif sur la persévérance dans les études.

Il peut arriver qu'à l'ordre collégial, ces jeunes aux trajectoires méritantes qui proviennent de familles n'ayant pu valoriser la scolarisation se trouvent essouffés, à force de manquer de ressources et de vivre dans un milieu qui ne les soutient ni financièrement ni intellectuellement. Malheureusement, ce genre d'éléments n'est souvent pas pris en compte dans les recherches portant sur la réussite scolaire qui n'en ont que pour les facteurs psychopédagogiques.

Néanmoins, au prix d'efforts considérables, certaines familles arrivent, avec des moyens réduits, à soutenir le cheminement scolaire de leurs enfants. Elles réussissent à leur mettre dans la tête qu'apprendre est une chose stimulante qui permet de vivre une vie, non seulement décente du point de vue matériel, mais aussi intéressante au strict point de vue humain, une vie plus complète d'une certaine façon. Pour favoriser la persévérance scolaire, il faudrait donc que toutes les familles du Québec, sans exception, puissent appuyer le processus d'éducation scolaire.

Les pays scandinaves ont relevé ce défi. Je me sers de cette comparaison, car ils ressemblent au Québec : petits pays nordiques voisins de grosses puissances. Cependant, les Scandinaves ont atteint une plus grande maturité politique et ont un sens du partage beaucoup plus avancé que nous. Parmi leurs valeurs communes, il y a celle de pousser plus loin le cheminement scolaire et le goût d'apprendre. C'est maintenant intégré dans les mœurs pour eux ; c'est un consensus social. Ils déploient les ressources qu'il faut pour être capables de partager et de faire partager ces valeurs de persévérance. Par ailleurs, bien que les professeurs scandinaves ne reçoivent pas un meilleur salaire qu'ici, leur profession est hautement considérée de sorte que les jeunes se bousculent aux portillons des facultés de l'éducation pour être admis dans les programmes formant les maîtres. Il faudrait pouvoir s'en inspirer.

Je crois qu'il est tout à fait possible de mettre en branle, ici, des mesures nationales pour améliorer la persévérance et, en même temps, la condition de l'école publique. Au Québec, depuis la Révolution tranquille, nous avons déjà réussi l'impossible pour que les gens adhèrent à des valeurs nouvelles favorisant l'avancement de la province. On pense à l'établissement d'un système de santé accessible à tous, à la nationalisation de l'électricité, à l'instauration du *no fault* pour les accidents de la route, à la déconfessionnalisation des écoles, à la régionalisation des commissions scolaires, à la réforme de l'enseignement, au mariage entre personnes du même sexe, etc. Je pense que nous sommes capables d'aller plus loin maintenant. Ce que je propose en ce qui concerne la persévérance scolaire, c'est d'entreprendre une

de ces grandes campagnes de mobilisation dont on a le secret, pour susciter l'adhésion des gens en vue de faire partager par tous les valeurs que sont la persévérance scolaire et le goût de l'école tout au long de la vie. C'est, à mon sens, le défi de l'accessibilité aujourd'hui.

Lorsque vous parlez de « scolarité poussée à son terme normal, lequel varie selon les individus » (2013, p. 139), que voulez-vous dire exactement ?

ab Je ne suis pas certain que tout le monde soit fait pour aller à l'université : pas parce que les gens ne sont pas assez intelligents, mais plutôt parce que ce n'est pas ce que tous désirent comme cheminement personnel, comme orientation de vie. C'est une question de goût, de personnalité et ça dépend beaucoup de ce dans quoi on est à l'aise : tout le monde ne rêve pas d'aller à l'université. Ce qu'il faut viser, c'est d'amener chacun là où il a envie d'aller et de l'équiper pour qu'il continue d'apprendre tout au long de sa vie. Tous les parcours de vie doivent être valorisés équitablement. Le gouvernement devrait, ainsi, miser plus sur la réussite personnelle que sur la réussite comme objectif national, traduite au moyen de chiffres. Plutôt que de se préoccuper des statistiques nationales, les dirigeants devraient s'assurer que tout un chacun puisse accomplir le cheminement qu'il a choisi de faire, faciliter pour cela la détection précoce des difficultés d'apprentissage et offrir toute l'aide nécessaire pour que chaque personne puisse apprendre, mais aussi apprenne à apprendre.

Par ailleurs, il ne devrait pas y avoir de limites institutionnelles à l'éducation. Tous les gens qui ont besoin de passer par l'école devraient pouvoir le faire et dans les filières qui leur conviennent. Il faut laisser le choix et valoriser tous les secteurs d'activité, notamment la formation professionnelle et technique. J'ai l'impression que, dans l'état actuel des choses, ces voies sont considérées comme des voies d'évitement, des voies de garage ; et c'est regrettable.

Quels autres moyens les cégeps devraient-ils considérer pour faciliter l'accès aux études supérieures au plus grand nombre ?

ab L'un des plus grands freins à l'accessibilité au cégep, ce sont les préalables des universités. Le collégial devrait représenter, pour les étudiants, une dernière occasion d'élargir et d'approfondir leur formation générale. Il devrait leur offrir les bases de leur humanité, grâce à une formation affective et intellectuelle leur permettant de mieux apprécier le beau, le bon, le vrai et le bien. Les cégépiens en sont à un moment



de leur vie où ils ne devraient pas être pressés de choisir une filière professionnelle étroite, irréversible et qui deviendra rapidement obsolète. Les préalables imposés par les universités viennent bousiller cette belle expérience d'exploration en forçant les étudiants à faire des choix prématurés; et cela peut contaminer tout le parcours scolaire, depuis le secondaire, en raison de ce que j'appelle «l'effet domino des préalables».

Les facultés universitaires exigent du collégial des pré-requis très spécifiques, et celui-ci, à son tour, réclame la même chose du secondaire. Au lieu d'être une occasion pour les étudiants de se cultiver dans un domaine de leur choix, les préalables deviennent malheureusement une façon de sélectionner les plus performants, façon à laquelle s'ajoute la fameuse cote R. Cela facilite sans doute l'application du processus d'admission pour les administrations universitaires, mais ne rend pas bien justice au potentiel des candidats. Il ne devrait pas y avoir de préalables à maîtriser dans l'absolu d'un ordre à l'autre, simplement des options choisies librement par les étudiants; à charge pour eux, une fois à l'université, de faire de courtes propédeutiques pour combler des lacunes, le cas échéant.

Il faudrait également revoir la relation études-travail. Travailler pendant les années de cégep, surtout au-delà de 15 heures par semaine, peut avoir pour effet d'engendrer une distraction et un désintéressement importants. Pourrait-on envisager un financement plus généreux, de meilleurs programmes d'allocation et d'aide financière pour libérer les étudiants de l'obligation de gagner de l'argent? Moi, je propose une solution très simple et plus réaliste qu'elle n'y paraît: tout le financement du postsecondaire, y compris l'aide aux étudiants, devrait être généré par une taxe que l'on prélèverait sur les profits des entreprises qui font de l'argent avec les diplômés des collèges et des universités, c'est-à-dire par un genre de redevance proportionnelle aux besoins d'employés qualifiés qu'ont les entreprises pour accroître leur productivité et leurs profits.

Par ailleurs, pour ouvrir encore plus grand les portes de l'école, on pourrait diversifier davantage les possibilités de cheminement scolaire; surtout, faire plus de place à l'autodidaxie, avec la formation à distance, les MOOC¹, etc. Pourquoi les institutions scolaires québécoises ne prendraient-elles pas les devants comme Stanford et comme Berkeley pour faciliter l'acquisition de formation autrement que par une approche obligeant les étudiants à suivre un cours sur place? Comme le Cégep à distance. Comme l'Université du Québec à Rimouski, qui propose un

baccalauréat en enseignement professionnel entièrement à distance et dans lequel, contre toute attente, le taux de satisfaction quant à la relation maître-élève s'avère très élevé. Voilà un bel exemple local de l'enseignement de demain. Les jeunes qui n'ont pas fini leur «émigration scolaire», une fois parvenus au stade des études supérieures, peuvent éprouver de la difficulté avec la routine qu'impose l'enseignement traditionnel. Les institutions postsecondaires devraient donc prévoir pour eux des cheminements n'ayant pas uniquement lieu *in situ* et miser davantage sur les ressources du Web, tout en demeurant les gardiennes des certifications pour les personnes qui en ont besoin.

Vous faites souvent référence à «l'indécision normale et saine» des cégépiens (2013, p. 184, 190). Pourriez-vous expliquer à nos lecteurs ce que cela signifie? Comment ce concept peut-il être mis en lien avec l'accessibilité et la persévérance au collégial?

ab Le monde de l'emploi a beaucoup changé avec la globalisation des marchés, avec la mondialisation des économies et avec l'évolution des technologies de production, ce qui a provoqué l'éclatement de l'univers du travail salarié, où règnent maintenant la précarité et les changements technologiques et informatiques. Les jeunes peuvent de moins en moins planifier leur vie de façon linéaire, comme on pouvait le faire autrefois. Puisque les entreprises ne peuvent plus garantir la durabilité de l'emploi, de nouveaux modèles et de nouvelles significations, quant à la vie professionnelle, apparaissent. Les jeunes ont grandi dans cette situation incertaine et ont appris à négocier avec l'instabilité, avec l'*impermanence*, si on me permet le néologisme. Ainsi, ce qui peut ressembler à de l'indécision chez eux s'avère, en fait, une façon intuitive et empirique de s'adapter à un contexte imprécis, variable et moins planifiable.

Au cégep, on considère encore que prendre plus de deux ans et demi pour terminer les études préuniversitaires n'est pas normal. Personne ne semble avoir remis en question ce sophisme administratif. Pourtant, aujourd'hui, prendre son temps au cégep devrait être considéré comme étant une façon que peut avoir un individu d'élargir les bases de sa formation générale en multipliant et en diversifiant les expériences. Cela pourrait avoir pour effet de favoriser le développement de l'*adaptitude* comme aptitude à s'adapter à la mouvance grandissante des situations de vie. Il faudrait donc «débrancher» le cégep, non seulement des

¹ Pour connaître plus de détails concernant les MOOC, voir l'article «Exploration de nouvelles frontières pour l'accès à l'éducation supérieure: les MOOC» dans le présent numéro de *Pédagogie collégiale*.



préalables universitaires, mais aussi du marché du travail, pour réorienter l'ordre collégial dans le sens d'une culture générale approfondie, une sorte de dernière chance de l'humanisme. Pierre Bourgault disait justement qu'on se souvient rarement de son passage à l'université, mais qu'on s'ennuie souvent de son passage au cégep.

Justement pour «débrancher» le cégep du marché du travail, vous proposez dans votre volume de restreindre la formation technique offerte à une formation technique fondamentale et d'attribuer la responsabilité de la formation technique spécifique aux entreprises (2013, p. 41-42). C'est audacieux comme suggestion! Sur quoi cette proposition repose-t-elle?

ab L'idée est que les cégeps n'aient plus à donner des formations très pointues de type *how to do it*, qui deviennent obsolètes rapidement, ces formations qui font qu'un employé est opérationnel «en entrant lundi matin»! Avec le développement fulgurant des technologies de production, des catégories d'emploi vont rapidement disparaître, ce qui va obliger à de nombreuses réorientations. Frey et Osborne (2013), de l'Université Oxford, affirment que, d'ici 20 ans, 47 % des emplois dans tous les secteurs vont devenir *computerised*, ce qui veut dire que le travail humain va être remplacé par l'ordinateur. Il faudrait donc que les cégeps cessent de former pour un métier ou pour une technique professionnelle en particulier et qu'ils assurent plutôt une formation technique fondamentale, et ce, dans un large secteur d'activités comme la mécanique, l'aéronautique, l'industrie chimique, etc. Ils faciliteraient d'autant les réorientations et les recyclages, qui deviendront de plus en plus fréquents. Il reviendrait alors aux entreprises elles-mêmes d'assurer la formation de type *how to do it*, pour rendre les employés immédiatement fonctionnels, un peu comme dans le système *dual* en Allemagne.

Mais tout cela nécessite que le gouvernement mette ses culottes pour exiger de l'entreprise privée ces contributions qui faciliteraient la vie aux employés en constante instance de précarisation et de reconversion. Puisqu'elles ne peuvent plus garantir une sécurité d'emploi, les entreprises privées devraient accepter que l'école se limite à mieux préparer les étudiants à faire face à l'insécurité et à l'imprévisibilité des carnets de commandes. Et cette nouvelle répartition des responsabilités en matière de formation professionnelle et technique devrait faire l'objet d'ententes tripartites avec les cégeps comme diffuseurs d'éducation et spécialistes de la pédagogie, et aussi avec les syndicats, pour assurer la protection des futurs travailleurs salariés.

Épilogue

Je dis souvent que mon rôle de sociologue de l'éducation consiste à amener les gens du milieu scolaire à voir la face cachée de la lune, à analyser les réalités scolaires sous un éclairage différent. Cela me conduit souvent à percevoir ce que Jacques Ferron appelait, dans *L'amélanchier*, «l'autre côté des choses». On pourrait aussi dire qu'il s'agit d'une vision dialectique de l'éducation: pendant que les gens de l'école fonctionnent en s'appuyant sur la thèse dominante des réalités scolaires, en un moment donné, moi, je leur signale les antithèses émergentes! Ainsi, pendant que les gens de l'école considèrent l'entrée d'un enfant à l'école comme le début d'un parcours éducatif, moi, je suggère de considérer que c'est aussi un processus d'émigration, avec tout ce que cela comporte. ◀

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BABY, A. *Qui a eu cette idée folle? Essais sur l'éducation scolaire*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2013.

FREY C. B. et M. A. OSBORNE. «The Future of Employment: How susceptible are jobs to computerisation?», Oxford Martin Programme on the Impact of Future Technology, 2013 [www.futuretech.ox.ac.uk/sites/futuretech.ox.ac.uk/files/The_Future_of_Employment_OMS_Working_Paper_1.pdf].

LE COMITÉ DE RÉDACTION ATTEND...

- ➔ vos propositions d'articles
- ➔ vos réactions aux textes publiés
- ➔ vos idées de sujets à aborder

PAR COURRIEL : revue@aqpc.qc.ca

Les textes soumis sont tous évalués par le comité de rédaction, qui peut demander aux auteurs de modifier leur texte en vue de sa publication. Consultez les normes de publication sur le site Internet de l'AQPC.

[www.aqpc.qc.ca]